

Il faut fabriquer un secteur financier plus juste

Dossier central

Une finance servante d'une Europe
au service de la paix

Article publié dans Les Echos des 28 & 29 mars 2014

N'est-ce pas une carence d'éthique qui a donné à la crise financière une telle ampleur ? De fait, trois valeurs fondamentales ont été oubliées pendant les années d'euphorie.

La première est la transparence. L'économie libérale est fondée sur l'hypothèse que les acteurs économiques sont rationnels et éclairés. Or, l'asymétrie de l'information n'a cessé de progresser aux dépens du grand public, des salariés, des actionnaires et même des administrateurs. Asymétrie aussi lorsque des produits financiers mélangeant actifs toxiques et valeurs sûres sont conseillés aux épargnants. Asymétrie enfin, quand les agences de notations utilisent des critères peu lisibles.

Les voies sont connues pour rendre la finance moins opaque : élargir le champ de la supervision financière aux secteurs non-régulés, *hedge-funds*, places *offshore*, agences de notation ; clarifier les normes comptables, les harmoniser au niveau mondial et les déconnecter de la volatilité des marchés ; organiser une vigilance accrue sur la gouvernance des entreprises ; réduire la consanguinité des conseils d'administration ; améliorer l'audit et les contrôles internes ; informer les salariés ; désintoxiquer la notation, comme le dit l'Autorité des marchés financiers. Ces chantiers progressent trop lentement.

La deuxième valeur tombée en désuétude est la tempérance. Alors que l'économie stagne, est-il raisonnable d'exiger un rendement mirobolant ? Cette course effrénée est un pousse-au-crime qui oblige les entreprises à pressurer, voire licencier leur personnel et incite les investisseurs à prendre des risques inconsidérés. La crise et le resserrement des règles prudentielles internationales qu'elle a entraîné ont mis un frein à ces pratiques. Mais le naturel revient vite au galop.

Modération oubliée aussi dans les rémunérations des dirigeants et les bonus des traders : même s'ils ont été plafonnés ou taxés dans nombre de pays, ils ont repris leur progression.

La troisième valeur négligée est le sens des responsabilités : envers les clients d'abord, inconscients des risques qu'ils encourent ; envers les salariés victimes entre autres de « licenciements boursiers » ; envers l'environnement parfois malmené par des firmes sans scrupule ; envers les actionnaires pour qui la création de valeur s'est parfois révélée être un mirage. Il est normal que des entreprises fassent le gros dos quand leur activité faiblit. Il est moins acceptable que, d'une part, elles réduisent les investissements porteurs d'avenir alors qu'elles dégagent des bénéfices et que, d'autre part, les banques les privent des crédits dont elles ont besoin.

Dans son Exhortation apostolique de novembre 2013 sur la fraternité, le Pape François n'a pas mâché ses mots : « *non à une économie de l'exclusion, (...) non à l'argent qui gouverne au lieu de servir. (...) Je vous exhorte à la solidarité désintéressée et à un retour de l'économie et de la finance à une éthique en faveur de l'être humain.* »

Comment faire pour rendre plus juste un milieu où l'humain est malmené ?

- Se ressourcer en se réunissant autour de valeurs de justice et de respect des autres qui rappellent la finalité humaine de l'économie et de la finance.
- Oser refuser les pratiques douteuses, les mécanismes qui poussent à la faute et dénoncer les dérives du système, qu'il s'agisse d'abus de droit, de fraude, des paradis fiscaux, du blanchiment d'argent ou de la manipulation des prix de transferts.
- Fabriquer un secteur financier plus juste, en démontant les rouages pervers du système, en sensibilisant le public et les responsables politiques aux niveaux national et européen sur la nécessité de réformes et en assurant la promotion d'une finance plus solidaire et à nouveau tournée vers le long terme.

Mgr Yves Boivineau
Président de Justice et Paix France
Évêque d'Annecy

Une finance servante d'une Europe au service de la paix

L'indifférence, voire la rancœur ou une franche hostilité, sont les sentiments qui dominent aujourd'hui à l'évocation de l'Europe, hydre génératrice de normes absurdes et grand « flic » des finances publiques. Que dire de son rejeton, l'euro, incarnation concrète d'une Union par trop imparfaite ?

Dans le contexte de la crise financière qui agite le monde depuis 2007, l'euro est devenu un bouc émissaire, le symbole d'une souveraineté abandonnée à une Europe impuissante et désordonnée. À travers la monnaie, la finance se retrouve au cœur d'un « système » européen qui ne s'est pas construit politiquement. Ce sont bien les flux de monnaie et la solidité du système bancaire qui incarnent l'Europe au quotidien. L'Union européenne est d'autant plus consciente de ce fait qu'elle agit sur le plan réglementaire auprès des métiers financiers.

L'origine de l'Europe financière

De quoi parle-t-on lorsqu'on parle d'Europe ? Quoiqu'elle s'en défende parfois, l'Europe se définit par un patrimoine culturel marqué par le christianisme. L'Union européenne, entité supra-nationale, mais pas encore politique, est le fruit de l'espérance de chrétiens qui ont tout mis en œuvre pour construire un projet inédit à la lumière des erreurs du passé. Par le traité de Versailles, la France et la Grande-Bretagne avaient voulu faire payer l'Allemagne pour la guerre de 1914-1918 en lui imposant un poids insupportable de réparations de guerre. Cette injustice, dont se sont accommodés la plupart des Français - parmi eux nombre de catholiques revanchards et une partie de la hiérarchie de l'Église de France - a conduit l'Allemagne à la ruine. Elle fut le principal ferment de la montée au pouvoir d'Hitler et de la seconde guerre mondiale.

Les pères fondateurs de l'Europe avaient à l'esprit que la facilitation des échanges commerciaux entre les nations européennes et les talents de chaque Européen permettraient de mieux connaître le frère, au-delà

des frontières. Et que cette meilleure compréhension de l'autre construirait la paix. Leur intuition se vérifie pour le moment, puisque nous vivons la plus longue période de paix en Europe - à force de le rappeler, on finit peut-être par l'oublier.

Comment construire cette interdépendance commerciale sans efficacité financière, au service des échanges ? La finance n'est pas seulement un gros mot accompagné directement de celui de « crise ». La finance est une servante de l'économie et de ses projets, l'organisation systémique des flux et des échanges des biens et de la valeur entre les hommes, un art de la médiation entre les ressources et les projets. Sa raison d'être et sa fonction première, comme celles des banques, sont le service et la médiation entre les besoins d'investissement de l'épargne et les projets de création de richesse.

Dès le XI-XII^e siècle, les flux financiers et leur organisation ont accompagné les échanges commerciaux européens, dans cette période de forte expansion de production céréalière, de croissance démographique et de mutation des villages en grandes cités. Ils ont rendu possibles les grands projets de l'époque, en particulier les constructions de nos cathédrales (80 en France en moins de 200 ans) en collectant, en changeant les flux monétaires des sommes collectées jusqu'aux confins de l'Europe. Pour la construction de la cathédrale Notre-Dame de Chartres, les collecteurs allaient chercher des donateurs jusqu'en Hongrie ou à Constantinople ! Monnaies qu'il fallait ensuite changer. Très vite, les plus audacieux et les plus entreprenants ont constitué des réseaux de comptoirs bancaires, avec, pour les plus connus, les banquiers « lombards », de Lombardie en Italie. D'ailleurs, il est à noter que, jusqu'avant la création de l'euro, un des taux d'intervention de la Bundesbank était le « taux lombard » !

L'euro

Si la finance a structuré l'Europe et permis son développement depuis des siècles, c'est aujourd'hui le partage

d'une unique monnaie, l'euro, qui manifeste à l'homme de la rue le concret de la construction européenne. L'euro cristallise le mécontentement, alors qu'il devrait incarner la confiance. De manière prophétique, il y a 50 ans, les Pères conciliaires se souciaient du problème de la confiance dans la monnaie : « Cette confiance dans la valeur de la monnaie est vitale pour la collectivité qui l'utilise, et qui met en elle son travail épargné pour le futur. On doit s'assurer que ceux qui sont économiquement faibles ne soient pas injustement lésés par des changements dans la valeur des monnaies » (*Gaudium & Spes* n°70).

La naissance de l'euro est le fruit d'un long cheminement, allant de la prise de conscience de M. Giscard d'Estaing du problème de la fluctuation des monnaies européennes, après la remise en cause de la convertibilité du dollar par le président Nixon en 1971, à la décision politique des peuples européens d'utiliser le même outil monétaire pour donner un prix à leurs réalisations, pour les échanger, et pour conserver la valeur de ces transactions. Mais l'euro - tout comme la Banque Centrale Européenne qui préside à ses destinées - reste un outil ; un outil n'est pas animé d'un esprit malin et démoniaque. Ceux qui l'utilisent sont responsables de ses effets. Cet outil n'a aucune responsabilité dans notre crise, et trop peu de chrétiens comme d'évêques ont su clairement l'expliquer devant nos déconvenues. Depuis le choix politique du vivre-ensemble des citoyens européens, nos enfants peuvent étudier (programme *Erasmus*) voyager, sans se soucier de changer de monnaie (et d'enrichir les changeurs) et, bien sûr, peuvent être amenés à comparer les prix des produits consommés sur place, et le niveau de vie qui, dans les faits, résulte des choix de société de chaque pays.

En réalité, l'euro fâche, car il agit comme révélateur de nos choix ou non-choix de société. Nous nous sommes aperçus à travers son prisme que nous avions des frères européens qui travaillaient plus

que nous, en temps, parfois mieux, et dont les réalisations, par leur audace, ou leur qualité pouvaient dépasser les nôtres, dont nous avons parfois une idée bien haute. Les taux de changes pré-euro entre les monnaies européennes pouvaient cacher ces écarts, jusqu'à l'arrivée d'une dévaluation, remède qui spolie, qui trompe l'étranger qui a prêté et qui lamine les plus pauvres en augmentant les prix des produits importés. Dans cette crise, certains chrétiens ont milité pour la sortie de l'euro. Pourquoi ce repli ?

Dérégulation et réglementation

Au-delà de la rupture entre les Européens et leur monnaie, la finance et les banques ont, par leurs excès, leur prédation et leur arrogance, perdu la confiance des citoyens. Les initiatives réglementaires se multiplient afin de tenter de restaurer une forme d'ordre dans les institutions financières et leurs comportements. Mais le problème n'est-il pas lié à la dérégulation de ces professions, plus qu'à un manque de réglementation ? En France, dans les années 1984-1985, les taux de refinancement de l'État français et des entreprises culminaient à 15 % à 10 ans et 12 % à court terme. La dérégulation lancée par le gouvernement de M. Bérégovoy fut pensée comme un moyen de faire baisser ces taux par la concurrence totale entre établissements. Pour créer une émulation favorisée par le découplage de leurs activités, la dérégulation a permis à tous les acteurs de jouer dans le même bac à sable, quelles que soient leur taille ou leur culture. Les conséquences en ont été désastreuses. On connaît effectivement les règles de la cour de récré : il y en a toujours quelques-uns, souvent les plus costauds, pour interpréter les règles du jeu selon leur intérêt, évincer la concurrence, et jouer au poker menteur. Au cours des 25 dernières années, ces dérives ont fait oublier aux financiers et aux citoyens que la vocation des banques et de la finance est d'être servante de l'économie. Et les couches de réglementations ajoutées par les politiques et les organismes de

régulation, lors de chaque crise - 1987, années 90, puis 98, 2000-2001, et 2007-2008 - n'y changent rien. Quoi que cette inflation réglementaire mobilise de plus en plus de moyens, en temps de travail et en compétence dans les établissements financiers, les problèmes demeurent et la multiplication des règles suscite une plus grande astuce dans l'art de les contourner ou de les interpréter selon le prisme politique des différents pays européens. Finalement, l'excès de réglementation, outre le fait qu'il étouffe la création et déresponsabilise les personnes, finit par noyer le poisson en n'attirant plus le regard sur ce qui est vraiment important.

La finance servante

Dans le même temps, la profession bancaire française a usé de tous ses moyens de pression pour s'opposer à la claire scission des activités financières des banques de leurs activités de collecte d'épargne et de distribution de crédit. Qu'en pensent et qu'en disent les chrétiens ? Par la constitution de groupes bancaires et financiers transnationaux elle favorise la diffusion d'idées, d'analyses, de pratiques identiques. Comment alors dans cette unification de la pensée conserver une autonomie de réflexion ? Mais, quand les banques ont fait leur travail, par leur financement, elles ont permis la réalisation et le développement de groupes européens fédérateurs comme Airbus, Ariespace, de grands projets de tunnel comme le Fréjus et le tunnel sous la Manche, des autoroutes où l'on paie dans la même monnaie pour un véhicule assemblé en France et constitué d'éléments produits dans toute l'Europe !

Oui, la banque et la finance, quand elles font bien leur travail, sont au service de la construction de l'Europe de la paix imaginée par ses pères fondateurs chrétiens, et les catholiques ont une responsabilité particulière pour être le sel de la terre de ce continent qui a connu tant de guerres. Comment ne pas voir dans ce patrimoine la cathédrale de notre temps, à transmettre aux générations futures ? Au cours de notre histoire, le développement exceptionnel

de notre civilisation n'aurait pu avoir lieu sans le bon fonctionnement de la finance qui a permis de tout temps de faire circuler les flux d'argent nécessaires à l'innovation et à la découverte. Ce sel, pour rester efficace, ne peut être mélangé à des ingrédients de peur, d'idéologie, de démagogie, de paresse intellectuelle et de rejet de la faute ou de l'échec sur l'autre, ou sur son propre instrument qu'est l'euro.

L'inflation réglementaire pesant sur ce secteur, déjà très réglementé depuis un siècle, risque d'étouffer le citoyen européen, et d'éteindre la conscience de sa responsabilité, en voulant le surprotéger. Et cela finira par tuer la vie par crainte d'affronter le risque. L'euro est un outil solide, et son taux de change élevé révèle, au-delà de la volonté de la BCE, la confiance des non-Européens. Mais il ne reste qu'un outil. Au cœur de ces enjeux, que font les chrétiens de l'héritage que leur ont transmis les pères de l'Europe, animés par leur foi et leur espérance dans ce projet fédérateur ?

La parabole des talents et l'exemple du quotidien de la vie de Jésus renvoient à la responsabilité des chrétiens et des professionnels de ces métiers de prendre de la hauteur à la lumière de leur foi, et de participer activement à la construction politique de l'Europe. Cette préoccupation devrait être celle de tout citoyen, en tant qu'il est un acteur économique, épargnant et consommateur. Alors, dans la joie de cette perspective, retrouvons-nous les manches, réfléchissons ensemble et travaillons sans craindre les risques à affronter.

*Groupe Chrétien
des Professions Financières*

Le GCPF est né la suite à la crise des années 30, de la prise de conscience de banquiers chrétiens qui se sont interrogés sur leur rôle, et leur responsabilité. Encouragés par un jésuite, ils fondent ce groupe qui poursuit son cheminement d'Église dans un milieu professionnel toujours en crise.

Crise ukrainienne : quelques éléments de réflexion

Justice et Paix a débattu de la crise ukrainienne début avril. L'Ukraine est une nation récente. Mais, sauf peut-être en Crimée, ses citoyens sont majoritairement attachés à son indépendance. Cela ne les empêche pas de vivre cet attachement de manière différente, selon qu'ils ont comme langue maternelle le russe (à l'Est et au Sud-est) ou l'ukrainien (à l'Ouest et au Centre).

Nation divisée linguistiquement, l'Ukraine l'est aussi par une histoire complexe. Sa partie occidentale a été rattachée à l'Union soviétique à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop (1939) puis de l'extension du territoire soviétique consécutif à la victoire de 1945. Pour l'essentiel, elle avait auparavant été successivement polonaise, austro-hongroise puis à nouveau polonaise après 1918. La partie la plus orientale est devenue russe lorsque les cosaques ukrainiens, hostiles au pouvoir polono-lithuanien pour des raisons religieuses et sociales se sont tournés vers les tsars, au milieu du XVII^e siècle. Les territoires situés entre ces deux régions, jusque là polonais, ont été progressivement absorbés par la Russie à la suite des partages de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle. Une large partie de la côte de la mer Noire a été conquise par la Russie sur l'empire ottoman.

À cette division territoriale correspond une division religieuse : l'Ouest est majoritairement grec catholique. Les orthodoxes peuvent être rattachés à l'Église autocéphale d'Ukraine, aux patriarchats de Kiev ou de Moscou. Pendant la période soviétique, toute vie religieuse grecque catholique était interdite.

Ces clivages sont encore accentués par de violents conflits de mémoire : pour de nombreux Ukrainiens, en particulier à l'Ouest, la Russie est ressentie comme un État oppresseur, depuis l'époque

tsariste où la langue ukrainienne était interdite jusqu'au régime soviétique et au pouvoir de Vladimir Poutine. Pour les Russes et ceux des Ukrainiens qui se sentent proches de la Russie, la Rus' de Kiev est le berceau des deux peuples destinés à partager une histoire commune. La collectivisation forcée et l'invasion allemande pèsent sur cette opposition : la première intervenue en 1932-1933 s'est accompagnée d'une famine organisée qui a provoqué de 4 à 6 millions de morts ; au cours de la seconde, des Ukrainiens nationalistes ont collaboré avec l'occupant et participé aux massacres qui ont anéanti la population juive.

La crise actuelle ne peut être comprise sans tenir compte de ce contexte. Mais, comme Antoine Sondag, ancien secrétaire général de Justice et Paix, l'a souligné, elle est d'abord née du rejet par un très grand nombre d'Ukrainiens d'un système profondément corrompu et de leur aspiration à partager les valeurs européennes. Il est heureux que de nombreux chrétiens, grecs catholiques mais aussi orthodoxes, les aient soutenus. Face à cette insurrection qui a abouti à un difficile changement de régime à Kiev, le régime de Vladimir Poutine a opposé la force. Il a lancé une opération d'annexion de la Crimée appuyée sur le sentiment pro-russe d'une majorité de la population de la péninsule. Il s'agit, comme l'a précisé Patrick Hénault, ancien ambassadeur et membre de Justice et Paix, d'une violation du droit international et de textes garantissant l'inviolabilité du territoire ukrainien, signés par la Russie. Aujourd'hui la Russie fait pression sur le gouvernement de Kiev pour qu'il cède aux revendications d'autonomie ou de fédéralisme des russophones de l'Est du pays.

Comment les Européens peuvent-ils répondre à cette volonté à présent affirmée de la Russie de contrôler ses

marges ? Va-t-on assister à un resserrement du lien transatlantique ? À un renouveau de l'OTAN dont la fonction de défense collective semble redevenir actuelle ? Faut-il encourager une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ? Faut-il « sanctionner » la Russie ? Dans le cadre de quelle légalité ? Avec quelle efficacité ?

Peut-on au contraire renouer les fils du dialogue ? Que veut la Russie et que sont prêts à accepter les Européens et les Américains, en accord avec le gouvernement ukrainien ? La Russie a des intérêts légitimes en Ukraine que même un gouvernement russe démocratique aurait le souci de défendre ; il était sans doute erroné de la part de l'Union européenne de donner le sentiment qu'elle voulait limiter la présence économique russe en Ukraine. Quant à la nouvelle nation ukrainienne, elle doit être soutenue dans son aspiration à décider de son avenir mais elle doit aussi savoir se garder des solutions centralistes et autoritaires, notamment en matière linguistique.

Quoiqu'il en soit, un renouveau de la confrontation entre Russie, Union européenne et États-Unis aurait des conséquences négatives : coût économique, affaiblissement de l'ONU, éloignement des perspectives de désarmement, en particulier nucléaire, reprise des tensions, réactualisation des options militaires, pressions pour une relance des dépenses d'armement.

Michel Drain

membre de Justice et Paix

Sport et droit international des droits de l'homme

45^e session annuelle de l'institut international des droits de l'homme
Strasbourg, 7-25 juillet 2014

www.iidh.org



Justice & Paix
est un service de la
Conférence Épiscopale.

Président : Mgr Yves Boivineau

Membres : J.-Y. Baziou - A. Brigot - S. Bukhari de Pontual - L. Champagne - J. Chaudouet - L. d'Ersu - M. Drain - P. Dufour - B. Guillou - N. Haddad - P. Hénault - J. Hoquet - S. Laplane - J.-C. Lavigne - J.-B. Marie - M. de Montalembert - C. Renouard - A. Talbot - D. Verger - D. Viénot

Secrétaire général : Denis Viénot

Secrétariat : Elena Lasida, chargée de Mission, Jacqueline Madinier, assistante.

Directeur de la publication : Denis Viénot

58 avenue de Breteuil, 75 007 Paris

Tél. : 01 72 36 69 05 - Fax : 01 73 72 97 03

E-mail : justice.paix@cef.fr - <http://www.justice-paix.cef.fr>

La lettre de Justice & Paix paraît 11 fois par an.

ABONNEMENT

16 euros par an (11 numéros)

DONS

..... euros

Nom, Prénom :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] Commune :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Justice & Paix.

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : mai 2014